



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 18 — 29 juin 1974

## sommaire

page 3 :

COLONIES PORTUGAISES D'AFRIQUE  
LA MENACE DE CONGOLISATION

page 5 :

UN MODELE DE DEMOCRATE

page 6 :

PANISLAMISME ; IDEOLOGIE  
REACTIONNAIRE AU SERVICE  
DES PRIVILEGES

page 7 :

LA JUNTE PORTUGAISE, SECONDEE  
PAR LE PS ET LE PC, SE DRESSE  
CONTRE LES TRAVAILLEURS

## AU MALI

# LE CIRQUE DU REFERENDUM TERMINÉ LA REPRESSION S'AGGRAVE

A peine le Comité Militaire a fait ranger les urnes après la comédie du référendum qui lui a donné plus de 99% des voix que la répression a pris une vigueur renouvelée dans tout le Mali. Ainsi donc, personne ne risquait d'oublier que si le pays a maintenant une constitution qui ne sert à rien, il a toujours une police politique qui, elle, sert tout autant que dans le passé.

Sous les ordres de Moussa Traoré, le sinistre Tiécoro Bagayoco se déchaîne pour multiplier les arrestations et les déportations aux travaux forcés dans les salines du Nord du Mali à Taoudenni ou à Teghazza. Dans ces salines où de nombreux prisonniers politiques sont déjà morts dans des conditions inhumaines, faute des moindres conditions d'hygiène, faute du moindre soin pour les malades...

La nouvelle vague d'arrestations a frappé des opposants politiques issus surtout des milieux intellectuels, voire des milieux jusqu'ici liés au pouvoir.

prix: 1 Franc

Sadibou Cissé, ingénieur, Samba, ingénieur, Ibrahima Ly, professeur, Onar By, directeur des contributions directes, voilà les noms des plus récentes victimes de la terreur policière, du moins le nom de ceux qui sont connus, car, à côté de ceux-là, combien y en a-t-il d'autres, des sans-grade, ceux dont l'arrestation n'attire même pas l'attention de l'opinion publique ?

Incapable de faire le moindre commencement de quelque chose contre la famine, le régime est tout autrement actif lorsqu'il s'agit de réprimer. C'est sa manière de résoudre le problème : sévir contre ceux qui se soulèvent. Misère, famine pour la plupart ; oppression policière pour la quasi-totalité, voilà le Mali de la nouvelle "ère constitutionnelle".

Il ne s'agit pas de geindre, il faut comprendre et agir. Comprendre sur quel fondement repose la dictature, qui n'a pas seulement pour cause l'aveuglement ou la méchanceté de quelques hommes, mais tout le système social et économique et, au-delà, cette pauvreté à laquelle le sous-développement aiguë par l'exploitation impérialiste condamne le pays. Et agir, pour que l'indispensable et inévitable combat contre la dictature des militaires et pour les droits démocratiques ne tourne pas court ; pour qu'il n'aboutisse pas seulement à la substitution d'un nouveau Keita à un Traoré, d'une clique à une autre clique, d'une dictature de militaires à la dictature d'autres militaires, ou, pour changer un peu, de civils. Pour éviter tout cela, il n'y a pas d'autre programme possible pour nos pays que celui de la révolution des travailleurs associés aux paysans pauvres. Les travailleurs et les paysans pauvres doivent se préparer à abattre la dictature des militaires, et cela dans l'intérêt de la quasi-totalité du pays, mais ils doivent se préparer en même temps à garder eux-mêmes, à exercer eux-mêmes le pouvoir. Des travailleurs, des paysans pauvres, organisés dans leurs organisations de classe, armés, prenant toutes les décisions et contrôlant leur application ; voilà la seule voie si l'on veut éviter que nos pays soient les éternels jouets de cliques assoiffées de pouvoir et prêtes, pour le garder, aux pires brutalités sanguinaires.

# COLONIES PORTUGAISES D'AFRIQUE :

## LA MENACE DE CONGOLISATION

Après avoir piétiné pendant quelque temps, les négociations entre les représentants du PAIGC et ceux du gouvernement portugais ont fini par être complètement suspendues. Même dans le cas de la Guinée-Bissau, où l'échec de l'armée portugaise à maintenir son contrôle sur le pays est le plus patent, où l'indépendance est déjà conquise dans les faits, le nouveau régime de Spínola n'est pas décidé à se presser de la reconnaître officiellement. Que les négociations aient capoté sur la question des îles du Cap-Vert, que le Portugal voudrait séparer de la Guinée-Bissau continentale, ou sur autre chose encore, il est évident que ce qui guide l'action du gouvernement portugais, ce n'est nullement le droit des peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes mais la volonté de sauvegarder pour la bourgeoisie portugaise, par la négociation, des avantages qu'elle n'avait pas été capable de sauvegarder par l'action militaire.

Le régime a changé à Lisbonne, mais la même sale guerre coloniale continue. Et les grands partis de gauche du Portugal, le Parti Socialiste, le Parti Communiste, qui, tous les deux, participent au gouvernement, cautionnent cette guerre d'oppression qui, de tout temps, a été injuste et qui est d'autant plus absurde que les colonisateurs eux-mêmes sont contraints de reconnaître aujourd'hui qu'il leur faut préparer leurs valises.

En Angola ou au Mozambique, les négociations n'ont même pas été commencées. Mise à part une prise de contact officieuse à Lusaka avec des représentants du FRELIMO, le gouvernement portugais se garde, pour l'instant, même de s'engager dans le processus qui conduirait à l'indépendance des deux plus grandes colonies portugaises d'Afrique.

Pendant ce temps, l'armée coloniale continue à sévir. Contre les combattants des mouvements d'indépendance. Mais aussi contre tous ceux qui, remplis d'un espoir nouveau après la chute de l'ancien dictateur Caetano, osent relever la tête, réclamer cette dignité qui leur est refusée par le système colonial.

Les derniers heurts entre militaires et mineurs africains sont significatifs à cet égard. Des mineurs mozambicains revenant d'Afrique du Sud où ils sont contraints d'aller travailler, refusaient de se laisser fouiller à la frontière en revenant de leur travail. A ce geste de dignité, mais aussi de protestation, contre la présence et le zèle d'une armée coloniale abhorrée, celle-ci a répondu en ouvrant le feu. Sept mineurs sont tombés morts sous les balles.

Le colonialisme, même agonisant, continue à faire des victimes. Comme risque d'en faire l'"après-colonialisme" tel que le préparent les trusts et monopoles impérialistes qui contrôlent les richesses minières importantes de l'Angola.

Ces trusts, américains, belges, français, sud-africains qui exploitent le diamant ou le pétrole de l'Angola, ont trouvé jusqu'ici avantage au système colonial portugais. La bourgeoisie portugaise était de toute façon trop faible pour les concurrencer sur leur terrain, là où il faut des investissements en capitaux que seules des grandes sociétés impérialistes peuvent assurer. Par contre, l'Etat colonial portugais assurait leur protection.

Ces grands trusts savent très bien que, si l'agonie du colonialisme peut encore se prolonger longtemps, le système colonial est fini et qu'il leur faut préparer l'avenir.

Leurs rivalités pour essayer de contrôler le régime qui succèdera à la domination coloniale, comme les projets de sécession qu'ils sont susceptibles de fomenter, constituent une lourde menace pour l'Angola. On se souvient ce qu'avait coûté au Congo en morts et en destructions la tentative de sécession de la province de Katanga, fomentée par la puissante Union Minière qui exploitait les riches mines de cuivre de la région.

Déjà, un mouvement visant à obtenir l'indépendance de la région de Cabinda par rapport au reste de l'Angola, a fait son apparition. Or Cabinda est la région que l'on considère comme un Koweït africain, avec d'importantes réserves pétrolières entièrement contrôlées par le trust pétrolier américain Gulf Oil.

La Gulf Oil a évidemment intérêt à l'existence d'un Etat fantoche minuscule à Cabinda, plutôt que d'avoir affaire à un Etat d'Angola puissant avec lequel traiter risque de lui coûter plus cher.

L'appétit des grands trusts, leur détermination de soumettre le sort des peuples comme la vie des individus à leur soif de profit font peser sur l'Angola la menace d'une dislocation voire de guerres internes. La fin du système colonial ne signifie pas la fin de la domination impérialiste. L'Afrique ne pourra réellement prendre en main son propre destin qu'en s'engageant dans le combat contre l'impérialisme jusqu'à la destruction complète de ce dernier. Mais ce combat-là, le seul dont la victoire permettrait à l'Afrique un avenir débarrassé de l'exploitation comme de toutes les conséquences barbares de la course aux profits, exige que la révolution africaine à venir soit dirigée par le prolétariat.

# UN MODELE DE DEMOCRATE

On n'est jamais si bien servi que par soi-même, c'est ce que devait se dire Ould Daddah lorsque "Jeune Afrique" lui a complaisamment ouvert ses colonnes. Alors, tout au long de son interview, il s'évertue à décrire son régime comme un modèle de démocratie et lui-même comme celui grâce à qui les moeurs démocratiques sont pratiquées au plus haut niveau.

On y apprend pêle-mêle qu'il ne faut surtout pas confondre son régime de parti unique avec d'autres régimes de parti unique, car c'est seulement les autres que l'on peut suspecter de pouvoir absolu et d'arbitraire ; qu'en Mauritanie le pouvoir est démocratique car "nous sommes certainement le pays du Tiers-Monde qui consacre le plus de temps aux réunions" (sic) ; qu'"un mouvement aussi dynamique que celui de la jeunesse et des syndicats a constitué un stimulant" pour sa politique, etc.

Les travailleurs mauritaniens en qui le souvenir des fusillades de Zouérate reste profondément ancré, ou encore les étudiants contestataires arrêtés, torturés ou incorporés de force, apprécieront d'avoir été des "stimulants" pour la politique du dictateur qui joue aux démocrates.

En Mauritanie comme dans les autres pays, il n'y a aucune liberté. Les organisations politiques et les syndicats qui ne sont pas du même bord que le PPM (Parti du Peuple Mauritanien) sont réprimés, emprisonnés, torturés. L'année dernière, vingt intellectuels syndicalistes et jeunes ont été emprisonnés à cause de leur opposition à la politique de Ould Daddah.

En plus des qualités démocratiques de son régime, Ould Daddah a voulu expliquer que, malgré quelques difficultés inhérentes aux pays sous-développés, son gouvernement a su surmonter les difficultés économiques. Pour lui, le problème de la sécheresse n'a pas l'air d'être très grave. Ce qui est en tout cas certain, c'est que, pendant que les beaux quartiers de Nouakchott ont des jardins bien arrosés, dans les villages, dans la campagne, les puits sont souvent secs. Des milliers de paysans, de travailleurs, de jeunes sont obligés de quitter leur pays pour chercher du travail à l'étranger. Et, pendant ce temps, les capitalistes français ou d'autres volent nos richesses, sous la complicité bienveillante de Daddah. Comme il le fait remarquer, des administrateurs mauritaniens sont à la tête de la MIFERMA et de la SOMIMA -- mais ces sociétés et leurs bénéfices appartiennent aux grands trusts du monde capitaliste.

Certes, pour Ould Daddah et ses privilégiés, la situation actuelle est favorable. Mais ces temps agréables ne dureront pas éternellement. Car les travailleurs et les paysans pauvres sauront bien un jour organiser leurs forces pour les balayer de la scène.

## PANISLAMISME :

# IDEOLOGIE REACTIONNAIRE AU SERVICE DES PRIVILEGES

La tenue de la cinquième conférence des ministres des Affaires étrangères des pays islamiques ne mériterait certes pas qu'on s'y arrête si l'idée de la solidarité entre musulmans n'était pas si largement répandue, même parmi les plus pauvres de nos pays, et si le panislamisme ne trouvait pas des adeptes même parmi bien de ceux qui se veulent des critiques de "gauche" des régimes de la plupart des pays islamiques.

Tous l'esprit de la conférence tenue à Kuala Lumpur en Malaisie était de souligner la communauté d'intérêts entre tous les pays islamiques d'une part, et tous les musulmans d'autre part. C'est dans cet esprit que la conférence avait pris quelques décisions pratiques du genre de la création d'un Fonds de solidarité islamique, ou encore l'aide aux musulmans philippins.

Mais quelle est donc la communauté d'intérêts entre le roi Fayçal d'Arabie ou les émir milliardaires des régions pétrolières et le paysan pauvre sarakolé, bambara ou peul, ou encore le fellah de tous les pays arabes réduit à la misère ?

Ce n'est pas pour rien que toutes les classes privilégiées des pays musulmans, ceux qui tirent leurs privilèges des formes de domination les plus archaïques, féodales, quand ce n'est pas esclavagistes, comme ceux qui tirent leur fortune de l'exploitation salariale considèrent avec bienveillance, voire enthousiasme, les idées panislamiques. Car ces idées sont des idées réactionnaires, destinées à tromper les masses les plus pauvres afin de perpétuer d'autant plus facilement la domination des privilégiés.

Certaines des couches privilégiées soutiennent d'autant plus l'islam qu'il les fait directement vivre, et que c'est l'application des préceptes religieux qui leur permet d'exploiter d'autres hommes. Combien sont-ils, dans nos pays, tous ces marabouts, grands et petits, qui ne font rien et qui vivent pourtant si bien soit sur le dos de leurs talibés honteusement exploités, soit en utilisant la crédulité des fidèles pour leur extorquer une partie de leurs récoltes ?

Mais bien plus grand est encore le nombre de privilégiés qui ne vivent pas directement de la religion et qui s'affichent pourtant d'ardents partisans de l'islam comme des idées politico-religieuses dont il est le fondement, telles que le panislamisme justement.

Ils le font parce que toute classe exploiteuse accrochée à sa domination préfère que ceux qu'elle exploite cherchent leur espoir dans l'au-delà, dans un autre monde ou la consolation de la religion. A force de songer au paradis, les exploités ne seraient-ils pas moins tentés de changer leur sort en s'en prenant justement à ceux qui sont responsables de leur mauvais sort ici-bas ? Toute religion prêche la résignation, et c'est justement la résignation des exploités à accepter leur sort qui est la plus grande force des exploités.

Quant aux idées panislamiques, outre leur caractère réactionnaire teinté de mysticisme, elles ont ceci de néfaste pour tout travailleur, pour tout exploité, qu'elles embrouillent leur conscience de classe, la conscience d'avoir des intérêts propres à défendre, une politique propre à mener ; qu'elles les enchaînent de la sorte derrière leurs pires ennemis, leurs exploités. Les révolutionnaires socialistes doivent combattre toute forme d'obscurantisme religieux comme toute idéologie qui conduit les travailleurs à faire confiance à leurs exploités. Seuls les privilégiés ont intérêt à maintenir les masses pauvres dans l'ignorance, dans les préjugés, pour s'en servir. Le combat pour le socialisme est en même temps le combat pour la conscience des opprimés.

# LA JUNTE PORTUGAISE SECONDEE PAR LE PS ET LE PC SE DRESSE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Si les travailleurs portugais avaient accueilli avec bien des espoirs et avec beaucoup d'illusions la chute du dictateur Caetano et la prise en main des affaires du pays par une junte militaire qui se proclamait démocratique, au fil des jours les espoirs s'évanouissent et les illusions ont de quoi s'affaiblir.

Le gouvernement patronné par le général Spinoza et où participent également des ministres du Parti socialiste et du Parti communiste se gêne de moins en moins pour se montrer sous son vrai jour, celui d'un gouvernement anti-ouvrier.

Le gouvernement vient de prendre un décret-loi réprimant l'incitation à la grève et restreignant par la même occasion la liberté de presse. Mais par-delà même les lois, c'est une véritable chasse qui est engagée contre tous ceux qui, poussés par la misère ou incités par le faux espoir d'avoir des alliés au gouvernement, réclament l'amélioration du sort des travailleurs ou revendiquent des libertés démocratiques.

En brandissant la menace de la force d'un côté, en usant de la tromperie de l'autre, le régime a déjà réussi à briser certaines des grèves dont la vague se propageait dans le pays. La force, c'est Spinoza qui la brandit. La tromperie, ce sont les Partis socialiste et communiste - auxquels leur passé d'opposants et de victimes du régime Salazar-Caetano donne une audience parmi les travailleurs - qui en sont chargés. Ce sont eux qui expliquent aujourd'hui aux travailleurs portugais qu'il ne faut surtout pas revendiquer, qu'il faut aider à reconstruire l'économie, entièrement aux mains des capitalistes et que, pour l'avenir, il faut faire confiance à l'armée qui, au Portugal, contrairement au Chili, serait pleine de sentiments démocratiques !

Voilà comment ces partis endorment la méfiance des travailleurs, voilà comment ils facilitent la tâche de l'armée si demain, elle se décide à frapper les travailleurs. Sans doute, si l'armée se décide à frapper, comme elle l'a fait au Chili, tous ces partis qui, eux-mêmes seront victimes de leurs alliés militaires d'aujourd'hui, expliqueront qu'il y a trahison d'officiers réactionnaires et que leur bonne foi a été trompée. Mais le rôle de toute organisation qui représente les intérêts des travailleurs est précisément de mettre ces derniers à l'abri de ce genre de retournements, en combattant leurs illusions en les organisant, en les armant moralement, politiquement et le moment venu, militairement pour qu'ils puissent résister victorieusement.

Seulement, ni le PC ni le PS portugais ne mènent une politique conforme aux intérêts des travailleurs, mais la politique qui convient le mieux à l'heure actuelle aux intérêts de la bourgeoisie. Ce sont des partis qui ont abandonné depuis longtemps le terrain du prolétariat et qui, pour la première fois au Portugal, sont appelés à servir directement la bourgeoisie. Mais c'est la classe ouvrière portugaise qui paie et qui risque de payer encore plus, le prix de la participation de ces partis naguère ouvriers à un gouvernement bourgeois.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.